

Témoignage

Le barrage de Mumosho : un bijou

Dans le cadre de l'inauguration de la centrale hydro-électrique de la Ruzizi II par les 3 Chefs d'Etat du Burundi, du Rwanda et du Zaïre, nous avons interviewé le citoyen Kagizi K'Thembe Rudahigwa, chef de la sous-localité de Chinkunga à Mumosho. Une sous-localité qui héberge les habitations des cadres de la SINELAC.

Le Citoyen Kagizi a travaillé pendant trois ans pour le compte de la COGEFAR en tant que chef d'équipe. Le couple Bagalwa Rugamika qui fait la navette entre Bukavu et Mumosho dont il est originaire nous a également livré ses impressions et les implications qui découlent de la réalisation de cet ouvrage. Il en est de même de l'ancien chauffeur de la COGEFAR Balagizi Kihumba.

La construction du barrage de la Ruzizi II à Mumosho, une localité située à 16 km de la ville de Bukavu, a apporté un certain nombre de changements dans le chef des paysans du coin. Ceux-ci ont été embauchés massivement par la COGEFAR et ont pratiqué des métiers de leurs spécialités : maçons, chauffeurs, ferrailleurs, conducteurs d'engins lourds, mécaniciens, menuisiers, charpentiers...

Leurs revenus mensuels leur ont permis de s'équiper d'une façon ou d'une autre en construisant une cabane ou une case en tôles en remplacement de la hutte traditionnelle. Il en est de même de l'achat des meubles : armoires, fauteuils et chaises.

A bas le chômage

Il va sans dire que l'occupation au barrage de la Ruzizi II a réduit très sensiblement le chômage, le vol et le brigandage à Mumosho, coin très réputé pour ce genre de fléaux depuis l'époque coloniale.

Le barrage de la Ruzizi II, note le citoyen Kagizi, a transformé la localité de Mumosho en une véritable cité moderne. Des petits marchés poussent ça et là comme des champignons. Des boutiques y abondent. Les prix montent en flèche à cause de l'augmentation de la demande. Un panier de manioc coûte 10.000 Zaïres, de haricots 6.000, de pommes de terre 5.000, 1 kg de viande 1.200, un tas de quelques frétins 200... pratiquement comme à Bukavu.

Cela s'explique par l'affluence des personnes et la rareté des terres arables du fait que la fertile vallée occupée par le barrage est frappée d'interdiction de cultiver depuis le 3 septembre 1985, date de début des travaux par la COGEFAR. C'est dans cette vallée que la population de Mumosho cultivait la majeure partie

cisme. Les Italiens jetaient tous les noirs dans un même panier les traitant de crocodiles et de mac... Les cadres respectables ne se rencontraient nulle part avec leurs collaborateurs en dehors des heures de service (lire Jua N° 325 du 8 au 14 novembre 1986 page 3 : «L'apartheid à la COGEFAR ?») A l'exception bien entendu des petites pépées à qui ils ont eu du temps à laisser des enfants métis.

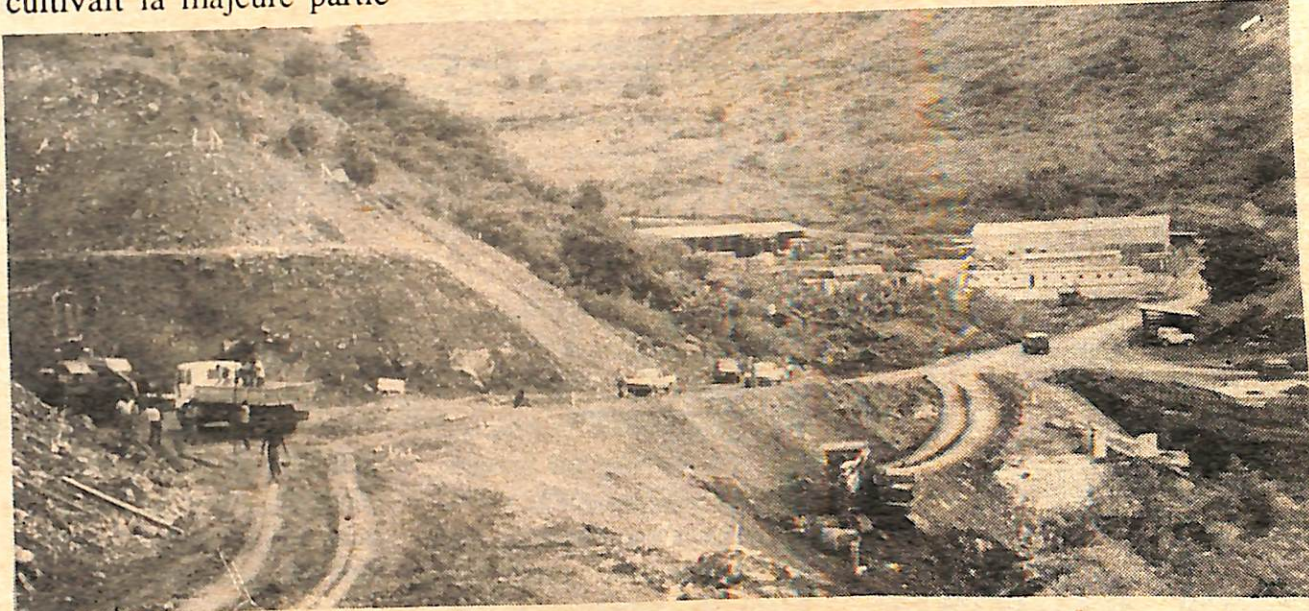
Un changement de mentalité

C'est dire que les Italiens avaient besoin des Noirs uniquement pour le travail. Et les Noirs se concurrençaient entre eux pour gagner la confiance des Blancs. Donc au départ, les Zaïrois, les Burundais et les Rwandais étaient divisés face à un groupe homogène. Ils rivalisaient d'ardeur et

de la localité de Mumosho, le couple Bagalwa Rugamika signale l'éclairage électrique pendant la nuit. L'on ne se heurte plus contre les bananiers car il y a absence d'obscurité. Les jours et la nuit sont devenus identiques. Les maisons construites par les agents de la SINELAC et le complexe du barrage donnent à la localité de Mumosho le visage d'une véritable ville. Barrage qui est réellement un bijou dans la CEPGL. Des équipes de football et des débits de boissons de tous ordres y foisonnent. Il y a maintenant plusieurs distractions qui attirent plus d'un observateur, soutient le couple Bagalwa.

L'inquiétude

Entretemps, le départ de la COGEFAR inquiète la population qui se retrouve sans travail. Elle a déjà repris



de toutes les plantes vivrières : haricots, ignames, patate douce, maïs, manioc et même le bananier.

Selon le citoyen Kagizi, l'indemnisation que la COGEFAR avait accordée à la population était insuffisante compte tenu de la conjoncture de ce moment-là et ne concernait que les plantes pérennes : bananiers, avocats, orangers, eucalyptus... Et l'argent reçu n'a servi qu'à l'achat des vêtements, le paiement des frais scolaires et des boissons comme qui dirait, c'est la moisson, c'est la fête !

S'agissant des relations entre Italiens, Burundais, Zaïrois et Rwandais, notre interlocuteur Kagizi nous livre qu'elles n'étaient pas bonnes sur le chantier. Elles étaient entachées de ra-

d'accusations gratuites.

Les Italiens avaient même divisé sur le plan des salaires. Les Rwandais et les Burundais étaient payés dans la monnaie de leurs pays respectifs mais convertie en Zaïres. Il y avait alors un écart criant entre les salaires des Zaïrois et ceux des étrangers.

Toutefois, un avantage a découlé de cette rencontre de différentes communautés. Celui ayant trait au changement de mentalité de la part de la population de Mumosho, relève le citoyen Kagizi : esprit de compétitivité, sens d'économie, manière de penser et d'agir, sens du confort et de luxe... Le choc des idées avait porté ses fruits...

Parlant de l'urbanisation

ses vieilles habitudes. Celles de flâner à longueur de journée par manque d'occupation. L'on risque de déboucher sur les fléaux d'antan auxquels nous avons fait allusion plus haut. En effet, la COGEFAR occupait plus de 1.000 personnes à Mumosho. En sera-t-il de même avec la SINELAC ?

Telle est la question que pose le citoyen Balagizi Kahumba, un ancien chauffeur de la COGEFAR, actuellement taximan à Bukavu. Pour lui, la SINELAC ne se tournera pas du côté des analphabètes et autres semi-alphabètes de Mumosho. Elle recrutera sans doute des électriciens et quelques manoeuvres. Ces derniers n'atteindront pas un nombre assez important. Il s'agi-

ra d'un déséquilibre très significatif comparative-ment aux embauches massives de la COGEFAR ! Et le chômage reprendra de plus belle.

Le chauffeur Balagizi regrette également le fait que la COGEFAR n'ait laissé aucune école à Mumosho. Un dispensaire desservait les travailleurs et agents de la COGEFAR et leurs familles. Il en sera certainement de même de la SINELAC. Le problème des soins ne se pose d'ailleurs pas à Mumosho où l'on trouve le Centre de Santé de Burhembo. Un Centre géré par des missionnaires protestants de la CELZA et bien alimenté en produits pharmaceutiques.

Le couple Bagalwa, quant à lui, déplore les 3 morts et les innombrables blessés occasionnés par les travaux de construction du barrage de la Ruzizi II. En effet, les familles Chichinda, Ntarheba et Migambi ont perdu chacune un membre ! Il déplore également le non-achèvement de l'asphaltage de toute la route Bukavu-Mumosho, longue d'environ 20 km, planifiée, agrandie et macadamisée sur environ 5 km. Juste du siège du secteur de la Pharmakina de Bwankala jusqu'au barrage de la Ruzizi II.

Electrifier nos cases

La population de Mumosho n'hésite pas à déclarer à qui voudrait l'entendre qu'il faut installer du courant électrique dans ses cases, cabanes et huttes en vue d'un véritable développement. «Mwenyi aliisha honja kizungu hapashwi kurudia nyuma», soutient le taximan Balagizi. C'est-à-dire : «Celui qui a déjà goûté les bienfaits de la civilisation moderne ne doit plus revenir en arrière».

Il estime que d'ici peu de temps, le groupement de Mumosho pourra solliciter le statut de cité à l'instar de Kiliba, Sange, Uvira... Nous devons aller de l'avant, s'est-il exclamé. Nos réalisations en font foi.

Bishweka Cimenesa